



PRÉFÈTE DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

**Arrêté préfectoral  
portant décision d'examen au cas par cas en application  
de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE,  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-OUEST,  
PRÉFÈTE DE LA GIRONDE**

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2019-9581 relative au projet d'augmentation de la quantité de colorants et pigments consommée par la société Polyprocess sur la commune de Saint-Jean d'Illac (33), reçue complète le 24 février 2020 ;

Vu l'arrêté de la préfète de région du 17 février 2020 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MEDARD, directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**Considérant la nature du projet** qui consiste en l'augmentation de la quantité de colorants et pigments consommée par la société Polyprocess de 1900 kg/j à 4500 kg/j, sur la commune de Saint-Jean d'Illac (33) ;

**Considérant** que ce projet relève du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant la localisation du projet** sur un site de 19 400 m<sup>2</sup> existant ;

**Considérant** qu'aucune modification d'implantation du site, ni des bâtiments existants n'est nécessaire et qu'aucune modification des capacités de stockage ne sera réalisée ;

**Considérant** que le flux des camions augmentera de 10 camions par jour, et que l'augmentation du nombre de rotations de camions pallie le maintien des capacités actuelles de stockage.

**Considérant** que le site est actuellement soumis au titre des ICPE à :

- enregistrement sous la rubrique 4331 « liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 » ;
- déclaration sous les rubriques 1450 « solides inflammables », 2640 « colorants et pigments organiques minéraux et naturels » et 4421 « peroxydes organiques de type C ou D » ;

**Considérant** que ce projet modifiera le régime de l'entreprise au titre des ICPE ; que le porteur de projet déposera une demande d'autorisation environnementale ; que dans le cadre de cette procédure les impacts environnementaux et les risques font l'objet d'une analyse et d'une instruction spécifiques ;

**Considérant** qu'il ne ressort pas des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet soit susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe III de la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement le projet d'augmentation de la quantité de colorants et pigments consommée par la société Polyprocess sur la commune de Saint-Jean d'Illac (33) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact

**Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux, le 27 mars 2020.

Pour la Préfète et par délégation,  
Pour la Directrice régionale,



Michaële LE SAOUT  
Chef adjoint  
Mission évaluation environnementale  
Dreal Nouvelle-Aquitaine

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

**La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.**

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R.122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :

Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine  
Esplanade Charles-de-Gaule  
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :

Monsieur le ministre d'État de la Transition Écologique et Solidaire  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux  
9 rue Tastet  
CS 21490  
33063 Bordeaux-Cedex